



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} juillet 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 62 de l'ordre du jour

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies

**pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,
aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires**

**Lettre datée du 26 juin 2014, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente du Turkménistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration des coprésidents de la Conférence internationale sur les migrations et l'apatridie, qui s'est tenue à Achgabat les 23 et 24 juin 2014 (voir annexe).

La Conférence, qui a été accueillie par le Gouvernement turkmène et coorganisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations, a permis de recenser les pratiques optimales en matière de lutte contre l'apatridie et de gestion des migrations en Asie centrale et dans le monde.

Les participants à la Conférence se sont attachés à proposer des mesures concrètes pour atteindre les objectifs relatifs aux migrations et à l'apatridie fixés à l'issue du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, tenu en 2013, et de la Conférence régionale sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie et la protection des apatrides en Asie centrale, tenue en 2009.

Les migrations constituent un problème mondial de premier plan, le nombre de migrants internationaux ayant atteint le niveau record de 232 millions de personnes en 2013 et devant, selon les projections, passer à 405 millions d'ici à 2050. L'Asie centrale étant l'un des grands carrefours migratoires, les économies et les sociétés de la région sont fortement touchées par la mobilité humaine.

Le Turkménistan a fait des progrès considérables dans le domaine de la prévention et de la réduction de l'apatridie. Entre 2011 et 2013, il a accordé la nationalité à près de 4 000 apatrides. À la veille de la Conférence, 786 apatrides ont reçu la nationalité turkmène en vertu d'un décret présidentiel.

En 2014, la communauté internationale célèbre le sixantième anniversaire de la Convention de 1954 relative au statut des apatrides. Dans ce cadre, le HCR



lancera en septembre 2014 une campagne mondiale visant à éliminer l'apatridie au cours de la prochaine décennie.

Les textes issus de la Conférence internationale sur les migrations et l'apatridie font partie des précieuses contributions apportées à l'action menée à l'échelle internationale pour régler les problèmes pressants relatifs aux migrations et à l'apatridie.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour.

La Représentante permanente
(*Signé*) Aksoltan **Ataeva**

Annexe à la lettre datée du 26 juin 2014 adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Turkménistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration des coprésidents de la Conférence internationale sur les migrations et l'apatridie : défis et perspectives

(Achgabat, 23 et 24 juin 2014)

La Conférence internationale sur les migrations et l'apatridie, qui s'est tenue à Achgabat (Turkménistan) les 23 et 24 juin 2014, a été organisée par le Gouvernement turkmène en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en vue d'examiner les grands défis régionaux se posant dans deux domaines méritant une étude plus approfondie, à savoir les migrations et l'apatridie, et de proposer de nouvelles mesures propres à les surmonter. La Conférence a fait fond sur les résultats des débats menés précédemment sur ces questions, à savoir le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, tenu en 2013, et la Conférence régionale sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie et la protection des apatrides en Asie centrale, tenue en 2009.

Sur la question des migrations, la Conférence :

Souligne le rôle important du Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement dans la promotion du dialogue et de la coopération entre les États dans le domaine des migrations, ainsi que les progrès considérables sur la voie du règlement des questions liées au phénomène mondial des migrations qui ont été réalisés à l'occasion du deuxième Dialogue de haut niveau, tenu en octobre 2013;

Réaffirme son attachement aux dispositions de la Déclaration du Dialogue de haut niveau, adoptée par l'Assemblée générale le 3 octobre 2013 dans sa résolution 68/4, et la nécessité de les appliquer;

Note le large consensus qui existe sur les incidences des migrations internationales sur le développement des pays d'origine, de transit et de destination, sur les liens étroits entre les migrations internationales et les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement aux niveaux national, régional et international, et sur la pertinence de la question des migrations pour le programme de développement pour l'après-2015;

Est consciente des effets, tant positifs que négatifs, qu'ont les migrations sur le développement, considère que les migrations et les migrants peuvent contribuer à un développement socioéconomique durable et sans exclusive et aider à renforcer la résilience et à améliorer la préparation aux catastrophes naturelles liées aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, et note que, si elles sont mal gérées, les migrations risquent d'être à l'origine de nouvelles faiblesses et inégalités;

Souligne la nécessité de renforcer encore les synergies entre migrations internationales et développement. À cette fin, il a été proposé de veiller à la prise en compte de la question des migrations dans le programme de développement pour l'après-2015, notamment dans l'objectif « Nouveau partenariat pour le

développement », ainsi que dans les stratégies de développement locales, nationales et régionales, les stratégies de réduction de la pauvreté, les stratégies et plans relatifs à la santé, à l'emploi et à d'autres secteurs, et de créer plus systématiquement de solides synergies avec les instruments de politique pertinents, tels que les stratégies et plans de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques;

Réaffirme qu'il est essentiel de continuer de s'employer à élaborer et mettre en œuvre une politique globale de gestion des migrations qui soit pleinement conforme aux normes et obligations relatives aux droits de l'homme en vigueur aux niveaux national, régional et international. Les participants ont considéré qu'une gestion efficace et intégrée des migrations et la coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination ainsi qu'avec les acteurs non gouvernementaux intéressés étaient des éléments essentiels pour garantir une mobilité ordonnée de tous les migrants dans le plein respect des droits de l'homme, surmonter les problèmes et concrétiser les possibilités que les migrations représentent pour le développement.

Considère qu'en vue d'améliorer l'image des migrants, d'apporter aide et soutien aux migrants en détresse, d'améliorer l'état de santé des migrants et de garantir des migrations sans danger et ordonnées s'effectuant dans le plein respect des droits fondamentaux des intéressés, il est nécessaire de continuer à renforcer la coopération entre les États et avec les acteurs non étatiques compétents aux fins du règlement du problème des migrations illégales, de la lutte contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants et de la protection des victimes de la traite;

Estime que la protection des droits fondamentaux de tous les migrants et de leur famille est un élément important, aussi bien comme une fin en soi que comme moyen de faire en sorte que les migrations profitent aux migrants et aux sociétés. Les participants ont donc réaffirmé leur attachement aux normes et principes universellement reconnus du droit international et aux obligations qu'imposent aux États les traités internationaux relatifs à la question des migrations. Ils se sont dits déterminés à continuer de prendre des mesures pour protéger les droits de tous les migrants et de leur famille. À cet égard, ils ont accordé une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables, tels que les enfants, les jeunes, les femmes et les migrants en détresse, et à la nécessité de renforcer les mesures visant à mettre un terme à l'exploitation des migrants, notamment la traite d'êtres humains, et à éliminer les manifestations et expressions de racisme, de discrimination et de xénophobie ainsi que l'image négative associée aux migrants et aux migrations;

Considère qu'il importe de procéder à une analyse de la mobilité humaine lors des crises humanitaires et qu'il est nécessaire d'en tenir systématiquement compte lors de l'élaboration des politiques et des mesures visant à assurer la préparation aux crises, à faire face à celles-ci et à remédier à leurs répercussions à moyen et à long terme sur les individus et les États;

Est consciente que certains groupes de migrants sont particulièrement exposés aux risques sanitaires et que la promotion de la santé des migrants sert les intérêts des migrants et de leur famille, améliore les indicateurs de santé publique des pays d'origine et de destination et contribue d'une manière générale à faire en sorte que les migrations contribuent au développement. À cet égard, les participants ont souligné la nécessité d'élaborer des stratégies et des politiques relatives à la santé des migrants qui tiennent compte des besoins particuliers des femmes, des hommes et des enfants, et de promouvoir notamment l'adoption de politiques sanitaires

soucieuses des intérêts des migrants et leur assurant l'égalité d'accès aux soins de santé, conformément aux lois et pratiques nationales et sans discrimination fondée sur le sexe, l'âge, la religion, la nationalité ou la race;

Se félicite de l'action résolue que mène le Turkménistan pour renforcer sa coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations, comme en témoigne son adhésion à l'OIM puis la systématisation des plans adoptés avec l'OIM;

Accueille avec satisfaction la volonté du Turkménistan d'appliquer concrètement les textes issus de la présente Conférence en promouvant et mettant en chantier une résolution correspondante de l'OIM.

Sur la question de l'apatridie, la Conférence :

Rappelle le mandat global du HCR et apprécie les efforts que celui-ci déploie pour mieux faire connaître le problème de l'apatridie et y trouver une solution. Il a été noté en outre que l'année 2014 marque le soixantième anniversaire de la Convention de 1954 relative au statut des apatrides. Dans ce cadre, le HCR lance actuellement une campagne mondiale visant à éliminer l'apatridie à l'horizon 2024;

Note que l'apatridie est l'un des grands défis mondiaux du XXI^e siècle. L'écrasante majorité des migrants, dont le nombre est estimé à au moins 10 millions, se trouvent en situation d'apatridie prolongée. L'apatridie peut être la conséquence de l'effondrement d'États, de lois sur la nationalité instaurant une discrimination fondée sur le sexe ou l'appartenance ethnique, d'une privation arbitraire de la nationalité, de conflits de lois, de lacunes législatives entraînant une apatridie à la naissance ou plus tard dans la vie, ou d'obstacles administratifs à l'obtention de documents d'identité ou de nationalité.

Note que les participants ont mis en lumière certains grands problèmes associés à l'apatridie qui sont communs aux États de la région et au-delà. En Asie centrale, l'apatridie concerne ceux qui n'ont pas reçu de nationalité après l'effondrement de l'URSS, dont bon nombre possèdent un passeport soviétique expiré, ainsi que certaines personnes sans nationalité arrivées dans la région depuis d'autres pays de la Communauté d'États indépendants après 1991. En outre, les migrations continuent d'entraîner des problèmes de citoyenneté et des cas d'apatridie, certains États prévoyant par exemple une perte de nationalité en cas de résidence en dehors du pays de nationalité. Les exigences d'entrée et de sortie légales et d'enregistrement du lieu de résidence ont également été à l'origine de nouveaux cas d'apatridie;

Note qu'à l'échelle mondiale, nombreux sont les États qui ont déjà adopté des stratégies efficaces pour réduire les cas d'apatridie. Ainsi, la Côte d'Ivoire a opéré en 2013 une réforme de la loi sur la nationalité autorisant les apatrides ayant des racines profondes dans le pays à obtenir la nationalité par simple déclaration; cette réforme pourrait régler la situation de centaines de milliers d'apatrides. En Fédération de Russie, quelque 600 000 apatrides ont acquis la nationalité entre 2002 et 2009 dans le cadre d'une procédure de naturalisation simplifiée. Au Brésil et en Indonésie, outre l'octroi de la citoyenneté à des personnes que les lois en vigueur au cours des décennies précédentes avaient laissées sans nationalité, des réformes législatives destinées à prévenir de nouveaux cas d'apatridie ont été introduites;

Rappelle que la Conférence régionale sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie et la protection des apatrides en Asie centrale s'est tenue à Achgabat en 2009, et qu'à la suite de celle-ci les États de la région ont pris un certain nombre de mesures visant à réduire et prévenir les cas d'apatridie, à savoir notamment le recensement et l'enregistrement des apatrides et des personnes de nationalité indéterminée, la réforme de la législation relative à la nationalité, ainsi que l'octroi et la confirmation de la nationalité et la délivrance de documents de nationalité;

Note les progrès importants qu'a réalisés le Gouvernement du pays hôte dans le traitement et le règlement des cas d'apatridie. Le Turkménistan est le premier pays de la région à avoir adhéré, en 2011, à la Convention relative au statut des apatrides et, en 2012, à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. En outre, il a adopté par la suite une nouvelle loi sur la citoyenneté. En 2011, le Service national des migrations a lancé, avec l'appui du HCR, une campagne d'enregistrement des personnes de nationalité indéterminée, dont l'objectif était de délivrer à ces personnes des documents leur octroyant la nationalité turkmène. Au total, entre 2011 et 2014, environ 5 000 personnes ont obtenu la citoyenneté turkmène par le biais de décrets présidentiels;

Salue les efforts déployés par le Kirghizistan, qui a adopté en 2007 une nouvelle loi sur la nationalité reconnaissant comme citoyens tous les apatrides qui sont d'anciens citoyens soviétiques et résident dans le pays depuis plus de cinq ans. Des instruments instituant de nouvelles procédures d'octroi de la citoyenneté ont également été adoptés. Depuis 2009, plus de 65 000 citoyens de l'ex-URSS ont reçu des documents de nationalité. Cette année, le Kirghizistan a lancé une nouvelle campagne visant à recenser les personnes de nationalité indéterminée et de leur délivrer des documents, l'objectif ultime étant d'éliminer l'apatridie au Kirghizistan d'ici à 2016;

Réaffirme que la réforme des lois, politiques et procédures administratives touchant à la nationalité sont d'une importance capitale pour le règlement des cas d'apatridie et la prévention de nouveaux cas. Parmi les réformes destinées à remédier à des situations existantes, on peut citer la mise en place de procédures simplifiées de confirmation de la nationalité et de délivrance de documents, ainsi que les mesures facilitant l'acquisition de la nationalité pour les personnes reconnues apatrides. Les lois sur la nationalité qui n'opèrent pas de discrimination fondée sur le sexe ou l'appartenance ethnique et garantissent que les enfants ne naissent pas apatrides ont été citées comme étant de bons moyens de prévenir les cas d'apatridie par la voie législative;

Note qu'il est nécessaire d'adopter de nouvelles mesures qui permettent aux apatrides d'exercer leurs droits fondamentaux (la protection contre la détention arbitraire et accès à l'éducation et aux soins de santé, par exemple) en les autorisant notamment à résider légalement dans le pays où ils se trouvent et en leur remettant des documents d'identité précisant leur statut d'apatride;

Invite les États et les organisations internationales à prendre des mesures supplémentaires pour traiter et régler les cas d'apatridie. Il a été noté qu'il s'agit souvent dans un premier temps d'améliorer les dispositifs de recensement des apatrides, notamment par le biais de recensements, d'enquêtes et de campagnes d'enregistrement de la population. La mise en place de procédures officielles d'établissement du statut d'apatride a été reconnue comme un important moyen de recenser les cas d'apatridie dans le cadre des migrations. En outre, on a largement

reconnu qu'il demeurerait indispensable que les États envisagent de conclure des accords multilatéraux et bilatéraux afin de faciliter la mise en commun des informations relatives aux demandes d'admission au statut d'apatride et d'établissement de la nationalité;

Estime que la Convention relative au statut des apatrides et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie constituent le fondement essentiel des efforts juridiques internationaux de lutte contre l'apatridie. Il a été noté que pour que cette lutte soit efficace, il importe que les États qui ne sont pas encore parties à ces conventions y adhèrent;

En guise de conclusion, la Conférence exprime son appui aux mécanismes de coopération et de partenariat entre les États et avec les autres parties prenantes, y compris les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et la société civile, qui visent à améliorer la prévention et la réduction des cas d'apatridie et à assurer la protection des apatrides.

La Conférence recommande :

Que ses résultats alimentent les débats sur les migrations et l'apatridie tenus dans le cadre d'autres instances mondiales et régionales compétentes, telles que le premier Forum mondial sur l'apatridie, qui se tiendra à La Haye en septembre 2014, et le Forum mondial sur la migration et le développement, qui se déroulera à Istanbul en 2015, ainsi que lors des rencontres annuelles de l'OIM et du HCR à Genève, et soient pris en compte dans les décisions qui seront éventuellement prises à ces réunions.